

Unité départementale des Bouches du Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 05/03/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/12/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**Geosel Manosque**

2 rue des Martinets  
CS 70030  
92500 Rueil-Malmaison

D/SPR/CF/N°354/2024

Références : JC/JPP-D-0201-MRT-2024

Code AIOT : 0006412948

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/12/2023 dans l'établissement Geosel Manosque implanté Avenue Emile Miguet 13220 LA MEDE. L'inspection a été annoncée le 16/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Geosel Manosque
- Avenue Emile Miguet 13220 LA MEDE
- Code AIOT : 0006412948
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La station de pompage GESOEL de La Mède, est située à proximité de la raffinerie TOTAL.

C'est une station relais du pipeline GEOSEL n°1 (GSM1) qui permet la réception ou la distribution des produits hydrocarbures entre la raffinerie de Provence TOTAL, la station de pompage de Lavera et la station de pompage de Rognac, elle-même reliée au Centre de stockage souterrain de Manosque. La station de pompage de La Mède sert aussi de terminal pour la réception ou l'expédition d'hydrocarbures vers la station de pompage de SPMR.

Les produits véhiculés dans le terminal peuvent être le pétrole brut, les essences (supercarburant, jet), le naphta, le gazole, le Fuel Oil Domestique (FOD).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- la stratégie et les moyens de lutte contre l'incendie,
- le suivi des suites des inspections précédentes.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Scénarios considérés	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1	Susceptible de suites	Sans objet
2	Délais de mise en œuvre des moyens d'extinction	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-4	Susceptible de suites	Sans objet
3	Suffisance des ressources (eau, émulseurs...)	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-1	Susceptible de suites	Sans objet
4	Taux d'application, sans appui SDIS	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-3	Susceptible de suites	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ensemble des points contrôlés étaient conformes aux prescriptions.

La visite d'inspection a permis d'identifier des pistes pour alimenter la démarche d'amélioration continue dans laquelle s'inscrit l'exploitant.

Les échéances d'intégration des modifications ont été rappelées.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Scénarios considérés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, PDI – Stratégie de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant élabore une stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses installations et pouvant porter atteinte, de façon directe ou indirecte, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Dans le cadre de cette stratégie, l'exploitant s'assure de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction de scénarios de référence calculés au regard du plus défavorable [...] La stratégie est dimensionnée pour une extinction des incendies des scénarios de référence définis aux alinéas précédents en moins de trois heures après le début de l'incendie et dans un délai maximal après le départ de feu équivalent au degré de résistance au feu des murs séparatifs, pour les stockages couverts de récipients mobiles. [...]
<b>Constats :</b> L'inspection fait observer que la convention ne prévoit pas une entrée sur site par les équipes Total sans présence d'effectif GEOSEL, or il n'y a pas de présence permanente d'opérateur sur le site de La Mède.

<p>L'exploitant indique que Total peut intervenir depuis l'extérieur de l'emprise et que la portée des moyens mobiles a été testée et qu'elle permet d'atteindre les installations. Le test n'a pas été fait en présence de l'inspection qui ne peut donc l'attester, cependant au regard des moyens mobiles prévus par la convention l'affirmation de l'exploitant est cohérente.</p> <p>De plus, l'exploitant précise que leurs procédures en cas d'incident prévoient systématiquement l'envoi d'un opérateur local sur site, ce dernier est missionné par le PC Manosque qui assure la supervision de l'ensemble des stations sud en permanence (24/24 et 7/7).</p> <p>L'inspection relève que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les scenarii (ensemble des FI) traités dans le POI indiquent bien la possibilité de faire la levée de doute par un opérateur sans la rendre obligatoire (possibilité de gestion par vidéo),</li> <li>- la procédure OS 10 du POI prévoit bien que l'opérateur sud soit dépêché sur place "<i>En tant que premier intervenant, à l'arrivée sur les lieux d'un incident supposé, suspecté ou avéré</i>".</li> </ul> <p>Cette même procédure fixe les missions de l'opérateur sud en cas de crise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Renseigner le chef de quart</li> <li>• Procéder aux mises en sécurité des personnes</li> <li>• Procéder aux manœuvres de mise en sécurité des installations</li> <li>• Procéder aux manœuvres d'exploitation</li> <li>• Effectuer et reporter les mesures d'explosivité LIE et de concentration COV</li> <li>• <b>Réceptionner et guider les secours (TOTAL Énergies + Sapeurs-Pompiers)</b></li> </ul> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il est de sa responsabilité de s'assurer que les termes de la convention sont bien respectés par le partenaire. En cas de défaillance ou d'impossibilité de disposer des moyens prévus, en particulier les débits minimaux nécessaires aux moyens fixes, une procédure temporaire devra être élaborée.</p> <p>L'inspection note la présence d'environ 70l d'huile minérale stockés sur rétention et sous auvent à l'arrière du bâtiment "vie", un extincteur est positionné à proximité.</p> <p><b>Observations :</b>  <b>L'exploitant inclura les bidons d'huile minérale nécessaire au graissage des installations lors de la mise à jour du POI conformément aux prescriptions de l'article VI de l'arrêté du 24 septembre 2020.</b>          La prise en compte devant être effective pour le 1er janvier 2026 en référence à ce même arrêté.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
--

## N° 2 : Délais de mise en œuvre des moyens d'extinction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, PDI – Moyens en équipements et en personnel
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions prévues à l'article 36 du présent arrêté, l'exploitant s'assure qu'en cas d'incendie :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-en cas d'usage de moyens fixes d'extinction pouvant être endommagés par l'incendie (y compris leurs supportages), leur mise en œuvre intervient dans un délai maximum de quinze minutes ;</li> <li>-une personne apte, formée et autorisée à la mise en œuvre des premiers moyens d'extinction est sur place dans un délai maximum de trente minutes. Le préfet peut porter par arrêté préfectoral ce délai à soixante minutes pour les stockages d'une capacité réelle inférieure à 1 500 mètres cubes, au regard de la sensibilité des enjeux potentiellement impactés autour du site tels que décrits dans l'étude de dangers ;</li> <li>-en l'absence de moyens fixes, le délai de mise en œuvre des moyens mobiles d'extinction est</li> </ul>

<p>défini dans la stratégie de lutte contre l'incendie et la mise en œuvre des premiers moyens mobiles est effectuée dans un délai maximum de soixante minutes.</p> <p>Les délais mentionnés aux trois alinéas précédents courent à partir du début de l'incendie.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site sud le plus distant de la station La Mède est la station de Rognac.</p> <p>L'exploitant indique que dans ce cas défavorable, l'opérateur est tout de même en capacité d'être sur le site de La Mède en moins de 30 minutes.</p> <p>Hors visite, l'inspection a vérifié le temps de trajet, ce dernier est de 26 minutes.</p> <p>L'exploitant rappelle que Total au titre de l'assistance peut intervenir seul depuis l'extérieur des emprises par accord de PC Manosque à PC secours Total.</p> <p>L'inspection demande une confirmation sur la chronologie des événements, le T0 évoqué dans les fiches d'intervention est-il le début de l'évènement ou la détection ? (cette information dimensionne la quantification des objectifs)</p> <p>L'exploitant indique que le T0 est bien celui du début de l'évènement et que l'objectif d'extinction est analysé à partir de ce chrono dans le respect des objectifs réglementaires.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Suffisance des ressources (eau, émulseurs...)

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, PDI – Moyens en eau, émulseurs et taux d'application</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant dispose des ressources et réserves en eau et en émulseur nécessaires à la lutte contre les incendies définis au point 43-1 du présent arrêté et à la prévention d'une éventuelle reprise de ces incendies. L'exploitant peut avoir recours à des protocoles ou conventions de droit privé et, dans ce cas, il veille à la compatibilité et à la continuité de l'alimentation en eau ou en émulseur en cas de sinistre.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection indique que, contrairement à la réponse de l'exploitant du 7 février 2023, la consommation d'émulseur n'est pas nulle pour le scénario Feu de Nappe Non Retentionné (fiche FS1 du POI).</p> <p>L'exploitant précise que le refroidissement ne nécessite pas de mousse dans ce scénario mais l'équipement étant pilotable depuis Manosque, il est branché par défaut sur la réserve d'émulseur. Il y aura donc une consommation de fait d'émulseur bien que non nécessaire, c'est ce que trace la fiche procédure.</p> <p>Pour le volume d'émulseur, l'exploitant indique que c'est suivi par tableau (cet outil est montré en séance) ainsi que par une tournée de sécurité hebdomadaire, la fiche type montrée en séance comporte bien un item émulseur mais sans information par rapport au volume minimum (le contrôle visuel porte sur la présence de produit et le positionnement de la canule).</p> <p>Dans le cadre du suivi du stock d'émulseur, l'Inspection demande à l'exploitant d'établir une procédure organisant la reconstitution des stocks après-crise.</p> <p>La visite terrain sur le site de La Mède a confirmé la présence de stocks conformes aux prescriptions du POI et en corrélation avec les tableaux de suivi. Lors de cette visite l'exploitant a également profité pour effectuer le test trimestriel de manœuvrabilité du canon fixe.</p>

<b>Observations :</b> <b>L'inspection suggère à l'exploitant d'intégrer à la fiche de tournée de sécurité, un contrôle visuel du volume par rapport à une indication placée sur le contenant d'émulseur.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Taux d'application, sans appui SDIS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, PDI – Moyens en eau, émulseurs et taux d'application
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Lorsque l'exploitant dispose des moyens lui permettant de réaliser les opérations d'extinction des scénarios de référence du point 43-1 du présent arrêté sans l'aide des secours publics, la définition du taux d'application et la durée de l'extinction respectent a minima les valeurs données en annexe V du présent arrêté.</p> <p>Si un arrêté préfectoral, applicable au site à la date d'entrée en vigueur des présentes dispositions, prévoit des quantités supérieures, l'exploitant s'assure du respect de ces quantités dans le temps [...]</p> <p>L'exploitant détermine dans son étude de dangers ou dans son plan de défense incendie :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-la chronologie de mise en œuvre des opérations d'extinction ;</li> <li>-la durée de chacune des étapes des opérations d'extinction ;</li> <li>-la provenance et le délai de mise en œuvre des moyens nécessaires à l'extinction ;</li> <li>-la disponibilité des moyens en eau et en émulseur nécessaires pour l'accomplissement des opérations d'extinction.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection fait état d'une incohérence dans le POI entre la Fiche Stratégie 1 et la Fiche d'Intervention 3 pour le scénario feu de cuvette du bac 4017 avec des besoins en émulseurs allant de 117 L à 900 L.</p> <p>En première analyse l'exploitant ne parvient pas expliquer cette différence.</p> <p>Au fil de l'échange, il apparaît que les deux données ne sont pas contradictoires mais répondent à deux exigences complémentaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les 117 L d'émulseur correspondent au besoin réel pour l'extinction</li> <li>- les 900 L d'émulseur permettent de satisfaire à la disposition de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 qui fixe une capacité à fonctionner durant 20 minutes.</li> </ul> <p>Compte tenu du débit du canon fixe de l'installation, le fonctionnement pendant 20 minutes conduit à une consommation de 900 l d'émulseur.</p> <p>La visite terrain a confirmé la disponibilité de cette quantité (1200 L présents).</p> <p>Enfin l'exploitant précise que les taux d'application varient en fonction du mode d'attaque de l'incendie. L'application directe (scénario majorant) nécessite un taux d'application de 7 L/m<sup>2</sup>/min contre 5 dans le cas d'une application indirecte. Raison pour laquelle les deux taux sont évoqués par l'exploitant bien que les besoins en émulseur aient été quantifiés en prenant la modalité la plus pénalisante.</p>
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite